

Relevons les défis de notre syndicat avec les forces progressistes !

I. International

L'extrême-droite et ses idées gagnent encore du terrain dans le monde comme en France : on le constate par le sort désastreux réservé aux migrant•es et étranger•es (révoltes en Californie suite à la chasse aux sans-papiers, morts récemment à Dunkerque, rafles dans les transports publics la semaine passée sur ordre de Retailleau), par le racisme revendiqué (chasse aux Roumain-es en Irlande, meurtre d'Hichem Miraoui dans le Var), ou reculs sur les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ (comme en Hongrie où la police interdit la marche des fiertés) - les marches sont d'autant plus importantes à soutenir et à investir - et augmentation des violences qui leur sont faites.

Cette progression idéologique est encouragée par un libéralisme plus déchaîné que jamais qui détruit la planète ("drill, baby, drill !"), asservit les plus pauvres et enrichit éhontément les milliardaires aux dépens des solidarités et des services publics.

À ces violences dans les discours et dans les faits, s'ajoutent des famines comme au Soudan, des déplacements forcés, entre autres violences contre les populations civiles et en particulier les femmes et les filles. On déplore aussi des conflits sans fin qui piétinent le droit international comme en Ukraine, comme la guerre menée par le gouvernement Netanyahu et l'administration américaine désormais contre l'Iran et celle génocidaire à Gaza, Plus que jamais, le SNES doit, avec la FSU, poursuivre son engagement dans les actions de soutien au peuple palestinien, placé au second plan médiatique du fait de l'ouverture d'un sixième front en Iran par Netanyahu et ses alliés d'extrême droite, et plus généralement aux populations civiles sur lesquelles les bombes pleuvent actuellement. Soutenu par la "communauté internationale" en vertu du « droit d'Israël à se défendre » face à un ennemi réputé sur le point de disposer de l'arme nucléaire, le gouvernement Netanyahu dit aussi vouloir aider les Iranien•es à se libérer du régime des mollahs. Mais en touchant les populations civiles, les guerres commencent toujours par renforcer le régime en place. Nos analyses sur la situation au Moyen Orient, et ses implications sur la scène internationale comme en France, doivent être développées, en lien avec la fédération.

II. En France

Bien que la communauté scientifique s'accorde sur le fait que limiter le réchauffement climatique à 1,5 °C est désormais impossible, l'écologie est plus que jamais considérée comme l'ennemie du gouvernement, sur ce sujet encore allié à l'extrême droite, et des puissant•es, sous le faux prétexte de protéger les plus démunis•es... qui sont pourtant les premières victimes de ces reculs irresponsables (fin des ZFE, relance de l'A69, autorisation de pesticides néfastes pour la biodiversité et la santé de la population...). Si le président se pavane au sommet mondial des océans et des fonds marins à Nice ou au Groenland, personne n'est dupe de la nature des mesures et des dégâts quand on sait que Castaner, un proche de Macron, conseille une entreprise de fast fashion.

D'ailleurs, comment mettre en place de vraies mesures quand le mantra de la nécessité vitale des économies budgétaires et de l'austérité permet la destruction des services publics et l'appauvrissement des plus précaires sans que ne soit sérieusement envisagée une augmentation juste des impôts et une poursuite efficace contre les évasions fiscales ? Le récent vote du Sénat contre la dite « taxe Zucman » en témoigne.

Dans le même temps, cinq de nos camarades dénonçant les projets éco-suicidaires ont été mis-es en garde à vue avec perquisition de leur domicile à Nice, un autre opposé au Canal Seine Nord Europe est passé en procès au tribunal de Compiègne (et a heureusement été relaxé). À la criminalisation des militant•es - de ces prétendu•es « éco-terroristes » aux collègues du 93 -, s'ajoutent le ton martial des discours, l'autoritarisme généralisé, la chasse aux migrant•es et étranger•es, même enfants - que l'on pense aux "rafles" dans les académies de Nancy et de Nantes.

Ainsi, les idées et des mesures d'ED progressent aussi en France du fait de partis dits de gouvernement : que l'on pense au projet de loi Attal sur la justice des mineur•es rejeté pour le moment par le Conseil constitutionnel qui montre la fuite en avant d'une bonne partie de la droite et du centre autour des thèses populistes de l'ED.

III. Dans l'Éducation nationale

Le meurtre de Mélanie Grapinet, AEd dans un collège de Nogent, a donné lieu à toutes sortes de récupérations politiques. Comme toujours, le gouvernement prétend réduire la violence avec plus de mesures sécuritaires et répressives, faisant l'impasse sur les moyens de prévention.

Les jeunes font face à des violences toujours plus nombreuses : creusement des inégalités, solitude, silence/mépris de l'institution, racisme, propagation des thèses masculinistes... La santé mentale des jeunes est aujourd'hui une urgence de santé publique. Nous n'avons pas besoin dans nos établissements de portiques ou de gendarmes, ni de SNU, ni un développement disproportionné des compétences psychosociales mal identifiées à la fois dans tous les programmes et dans le socle, qui poussent au formatage, mais de réels moyens pour l'école et plus largement pour les services publics,

pour la prévention que ce soit en matière de santé mentale ou de difficultés sociales. Les drames récents à l'école posent aussi le problème plus large de la culture de la violence chez les hommes, les plus jeunes n'étant pas épargnés. C'est un point totalement aveugle de l'action publique, qui réclamerait pourtant des mesures globales, sur le modèle de la revendication de loi intégrale contre les violences sexuelles.

En cette fin d'année, force est de constater qu'il faut continuer à combattre le bac et le lycée Blanquer, et le choc des savoirs en collège (groupes de niveaux et nouveaux programmes...). Toutes ces réformes tendent vers le même objectif : mettre au pas les personnels et limiter en lycée comme en collège leur liberté pédagogique avec un recours accru aux IA, une révision des programmes et l'imposition des "bonnes pratiques". Le SNES a déjà informé les collègues sur les enjeux politiques de ces réformes. Il faut continuer à produire du matériel et ne pas les laisser s'imposer dans les esprits et les pratiques de nos collègues comme dans l'opinion publique. Le SNES avec la FSU a des propositions pour une autre école, émancipatrice et au service de nos élèves. C'est ce projet qu'il faut imposer car n'oublions pas que l'école est un enjeu de bataille idéologique notamment pour l'ED. Pourquoi ne faire une publication nationale pour dénoncer les manuels à la sauce Bolloré (1) ?

Les nouveaux programmes EVARS, quoique imparfaits, sont d'ailleurs l'occasion de continuer notre lutte contre les réactionnaires, pour l'égalité filles-garçons et contre les violences sexuelles et sexistes : le SNES avec la FSU doivent créer le matériel pour comprendre ces enjeux et en permettre la mise en œuvre.

Le ministère s'entête par ailleurs à perpétuer une maltraitance des personnels qui ne cesse de s'aggraver. Cela passe par exemple par des salaires toujours indignes, une précarisation des personnels ou un management autoritaire à leur rencontre. C'est également une absence de médecine du travail, notamment concernant la santé mentale, ainsi que des effectifs de classe trop élevés, une infantilisation et de la méfiance vis-à-vis des pratiques des professionnel-les que nous sommes, un ensemble de tâches inutiles et chronophages qui font perdre le sens du métier.

Le manque de moyens engagés dans l'éducation et les conditions de travail touchent les personnels comme les élèves : bâtiments mal isolés ou exigus jusqu'au matériel pédagogique en passant par les sureffectifs.

Les élèves subissent aussi l'évaluation constante, la mise en concurrence et la pression permanente pour leur orientation. Face à ces constats toujours plus alarmants, il faut que le premier syndicat du second degré se montre critique et audible au-delà même de la profession, notamment en établissant une série de propositions claires pour une école émancipatrice pour toutes et tous les élèves. C'est ce que signifie le syndicalisme de transformation sociale.

Pour rester audible, rester crédible, il nous faut trouver le moyen de rester visibles et actif•ves dans l'espace médiatique et auprès de nos collègues, que nos analyses leur soient utiles non seulement pour comprendre et décrypter les enjeux de ce qui se joue sous leurs yeux, mais surtout pour leur donner envie de se mobiliser.

Nous devons toutes et tous rester vigilant•es et donner des clés aux collègues pour être en mesure de résister quand les coups s'abattent dans leurs établissements.

Dès la rentrée, pour mobiliser et entraîner les collègues, nous pensons qu'il est pertinent d'articuler nos revendications avec un vrai plan d'action, construit dès aujourd'hui, mis concrètement en œuvre et qui ne se limitera pas au marronnier de quelques dates d'actions autour du budget dans le calendrier habituel. Bref, nous donner la possibilité d'imprimer nos revendications et de proposer un autre récit face à celui que déroule et prépare le gouvernement. Et surtout redonner l'envie à nos collègues de relever la tête pour dire non à la dégradation continue de leurs conditions de travail et de rémunération.

Cela peut aussi passer par une grande campagne intersyndicale sur la défense d'une sécu à 100 % en continuant de dénoncer les attaques contre les congés maladies.

Pour les AESH, ce plan d'action doit commencer dès la rentrée 2025, avec du matériel spécifique (y compris adapté aux réseaux sociaux et avec envoi par mail à toute la profession), autour du mot d'ordre suivant : « une école inclusive de qualité nécessite un statut pour les personnels AESH » et mettant en perspective une date de mobilisation au printemps 2026 (mars ?) afin de mener cette campagne de manière visible pendant plusieurs mois (qui doit être portée par le groupe fédéral AESH et ensuite proposée à l'intersyndicale).

Pour les AEd, le SNES doit prendre également l'initiative d'engager un plan de mobilisation dès la rentrée 2025, avec des temps forts intermédiaires, permettant d'aboutir à une journée de mobilisation commune de tous les AEd au printemps 2026, autour des questions de la précarité, des missions, des conditions de travail et de salaire.

Un premier signe positif vers une mobilisation d'ampleur : outre le 4-pages Ecologie qui dénonce le système capitaliste sans périphrase, les enquêtes menées par le S4, celle sur le quotidien professionnel (qui aurait cependant pu être plus approfondie, en proposant plus d'entrées dans les réponses possibles, permettant une analyse plus précise), celle sur le bâti scolaire par l'AES (AES que l'enquête permet de visibiliser, ce qui est une bonne chose pour les mobilisations en cours), et sur les groupes femmes dans les académies. Ce dernier point les incite à rendre cette question effective. En effet, des groupes de travail au plus près des syndiqué.es permettront de mettre en évidence qu'il y a bien un enjeu à défendre les droits et les conditions de travail des femmes.

(1) Article du café pédagogique à ce propos : <https://urlr.me/VBsJmj> et pétition contre les manuels Bolloré <https://urlr.me/Yd8J57>